

# L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N°310  
Samedi 19 Juillet

## Contre le chômage, une seule voie : LA LUTTE !

C'est à une belle unanimité qu'a donné lieu le défilé chez Chirac ce jeudi. Au nom du CNPF, Ceyrac déclare : «*Nous ne pouvons pas cacher notre inquiétude. La situation économique du pays est mauvaise, la situation sociale reste très incertaine. Il convient, et cela est très urgent, de relancer l'économie. Il n'est plus permis d'attendre*»

Pour cela il propose de «relancer la consommation».

Puis au nom des cadres de la CGC, Charpentier annonce : «*Il serait anormal que le gouvernement attende indéfiniment pour favoriser une reprise énergétique de l'activité*».

Et pour cela lui aussi demande une «relance de la consommation».

Arrivé Krasucki, sa petite serviette sous le bras, qui lui aussi réclame «la relance de la consommation».

Que se cache-t-il derrière cela ? D'abord tous ces défenseurs du capitalisme sont inquiets. Inquiets du développement de la crise capitaliste qui prend des proportions jamais atteintes. Inquiets de la baisse de la production. Mais surtout inquiets du développement des luttes de la classe ouvrière frappée par le chômage. Ils savent que les mois qui viennent vont être des mois d'orage.

Alors ils se démènent pour que l'explosion ne se produise pas et pour relancer l'économie capitaliste. Leur prétendue solution au chômage est la «relance de la consommation». Ils cherchent ainsi à détourner les travailleurs de la lutte prioritaire contre le chômage et les licenciements en faisant croire que quelques augmentations de salaires résoudraient tout. Ils espèrent qu'ainsi les licenciements pourraient s'effectuer sans trop de problèmes et que l'inflation permettrait de récupérer les augmentations de salaires.

Alors comment lutter contre le chômage et les licenciements ? Seule la lutte déterminée des travailleurs peut permettre de s'opposer aux licenciements. En occupant les entreprises, en séquestrant les exploiters, en élisant des comités de grève qui agissent sous le contrôle des assemblées générales des travailleurs, en mobilisant les larges masses de la population dans des comités de soutien. En préparant la résistance aux agressions policières. Voilà comment la classe ouvrière peut remporter des victoires contre le chômage. A travers ces luttes elle se renforcera pour en finir avec le système capitaliste qui est toujours et partout synonyme de chômage. Le seul remède au chômage n'est autre que la révolution prolétarienne.

André COLERE

## LA «RENCONTRE HISTORIQUE» : LE BLUFF DE LA DETENTE

C'est fait : Soyouz et Apolio se sont «rencontrés», on s'est serré la main, embrassé, congratulé... Ford et Brejnev y sont allés de leurs petits discours... qui montrent bien où ils veulent en venir ; «réaliser un monde meilleur» a dit Ford : on sait bien ce que de telles paroles valent dans la bouche d'un président des Etats-Unis : bluff et encore du bluff pour tromper son monde. «L'espace est devenu une zone de coopération internationale» a déclaré Brejnev, le champion de la «détente»... et derrière eux la presse, surtout la presse des partis révisionnistes, a chanté les louanges de la nouvelle époque de «détente».

Mais tout cela tombe un peu à plat. Des sondages récents ont montré que beaucoup d'Américains se lassent des «exploits» planétaires, préoccupés qu'ils sont du chômage (un Américain sur 10 est chômeur) et de la récession économique. L'envoyé spécial de «l'Humanité» remarque que «l'enthousiasme» du peuple soviétique n'a rien à voir avec le délire du premier vol : c'est «l'habitude de l'exploit» dit-il... Et si le peuple soviétique avait d'autres soucis et tombait de moins en moins dans le bluff de Brejnev et Cie ? Quant à la «détente», il suffit de jeter un œil sur les autres colonnes de la presse pour mesurer de quoi il retourne exactement : un an après «l'affaire de Chypre», à l'heure où les sionistes continuent leurs raids contre le Sud-Liban, et où s'accumulent les stocks d'armes nucléaires ou non aussi bien en URSS qu'aux Etats-Unis, la «détente» n'est qu'une tromperie. Et la rencontre Soyouz-Apollo, un bluff manifeste.

## ACTIONS DES FEDDAYIN EN PALESTINE OCCUPEE

Les feddayin viennent de lancer plusieurs attaques en Palestine occupée ; au nord de Natanyah, ville balnéaire située à 40km au nord de Tel Aviv, ils ont détruit au mortier les installations d'un kibboutz ; puis dans la ville, ils ont dynamité un mess d'officiers israéliens.

Dimanche dernier, les avions sionistes avaient effectué deux raids successifs contre le camp palestinien de Aïn El-Helsva : cinq morts et de nombreux blessés surtout parmi les femmes et les enfants. Ces nouveaux raids criminels renforcent la combativité du peuple et des combattants palestiniens. A preuve, la recrudescence des opérations en Palestine même et l'ampleur du mouvement populaire antisioniste.





## CHYPRE, UN AN APRES

Il y a un an, c'était le coup d'Etat militaire à Chypre ; depuis, la grande île de la Méditerranée orientale a connu bien des troubles causés par les interventions et la rivalité ouverte ou dissimulée des deux superpuissances.

On a voulu faire de la «question chypriote» une affaire d'ethnies, de religion, une affaire entre les Grecs et les Turcs. En fait ce sont les deux superpuissances qui ont mis de l'huile sur le feu pour assurer leur hégémonie dans la Méditerranée orientale.

Washington a perdu des pions, l'aile sud-est de l'OTAN ayant été désorganisée à la suite des événements de l'été dernier ; ses efforts désordonnés pour regagner du terrain ont été de peu d'effets ; il est dans la passivité.

Moscou multiplie les initiatives diplomatiques et exige de l'ONU «l'envoi d'une mission spéciale», puis la convocation d'une conférence internationale ; la clique Brejnev veut internationaliser la question chypriote à son profit. C'est ce qu'ont souligné bon nombre de personnalités chypriotes grecques ou turques. Ainsi l'une d'entre elles a-t-elle affirmé clairement :

*«Nous rejetons les efforts de l'Union soviétique tendant à faire de la question chypriote un problème entre elle-même et les États-Unis. Ce faisant, l'Union soviétique tente de gagner un enjeu dans sa dispute avec les États-Unis en Méditerranée.»*

L'URSS veut se faire passer pour le sauveur de Chypre... et pourtant l'année écoulée, elle a renforcé sans cesse ses forces militaires en Méditerranée, ses bâtiments de guerre croisant sans cesse au large de Chypre, base stratégique devenue plus importante depuis la réouverture du canal de Suez.

La question de Chypre est complexe ; pour la résoudre, les communautés grecque et turque ne pourront agir que sur la base de l'égalité et par consultations pacifiques. Un accord sur l'échange des prisonniers a été conclu en septembre et octobre derniers. Des progrès ont été faits au cours des conversations bilatérales à Nicosie et à Vienne entre les dirigeants des deux communautés. Il faudra du temps pour régler cette question. Mais tant que les deux superpuissances y mettront leur nez, dans le contexte de leur rivalité

accrue dans la région, la tension persistera ; de plus en plus de Chypriotes en sont conscients et entendent régler leur propres affaires eux-mêmes ; c'est la voie du progrès.

## BREJNEV MISE SUR BRANDT

La semaine dernière, l'ancien chancelier ouest-allemand Brandt a terminé la visite qu'il effectuait en Union soviétique sur invitation personnelle des dirigeants sociaux-impérialistes. Ces derniers ont manifesté de multiples façons l'intérêt qu'ils portent à Brandt qui fut, quant il était au pouvoir en 1969-74, — et reste toujours — l'apôtre des illusions sur la «détente» et sur la coopération avec le social-impérialisme. On apprendait il y a quelques temps que Brejnev envoyait régulièrement des cadeaux à son «ami Brandt, tantôt une caisse de caviar, tantôt une caisse de bonnes bouteilles... Et pendant sa visite en URSS, Brandt a été l'objet d'égards réservés aux chefs d'Etats. Le magazine allemand «Der Spiegel» rapporte, dans son édition de lundi dernier, que Brejnev a tenu à s'entretenir en tête à tête avec Brandt de... «l'affaire Guillaume», cet espion est-allemand installé dans les fonctions de conseiller personnel de Brandt et dont la découverte, en avril 1974, avait amené la démission du chancelier. Selon «Der Spiegel», Brejnev aurait tenu à exprimer à Brandt ses «regrets» et son «mécontentement» de cette affaire, dont il aurait rendu son vassal est-allemand Honecker responsable : «Brejnev exprima sans aucun détour ses regrets pour les conséquences personnelles que cela avait eu pour Brandt. Mais il se félicita de ce que le chancelier déchu ait continué à rester fidèle à la politique de détente, qui est pour les deux hommes une affaire de cœur.»

Que d'assauts «d'amitié»... et d'hypocrisie — derrière lesquels on distingue sans peine les complots que trament les nouveaux tsars dans le même temps où ils redoublent d'efforts pour que se termine rapidement leur «conférence sur la détente et la coopération en Europe» ! La vérité est que Brejnev cherche par tous les moyens à aider Brandt à revenir au pouvoir en Allemagne de l'Ouest, bien sûr pas par «amitié» mais parce que Brandt est bien le politicien allemand qui, en répandant à tours de bras des illusions sur la détente, est le mieux à même d'aider le social-impérialisme russe à masquer sa politique agressive en Europe.

Mais il est positif que les milieux gouvernementaux d'Allemagne fédérale aient accueilli les manigances Brejnev-Brandt avec une froideur à peine dissimulée, tandis que l'opposition chrétienne-démocrate parlait de «conversations secrètes dans le dos du peuple allemand».

## GUINEE BISSAU, CAP VERT, SAO TOME ET PRINCIPE INDEPENDANTES

Les anciennes colonies portugaises ont conquis tour à tour leur indépendance. Avant-hier, c'était la Guinée Bissau, hier le Mozambique. Le 11 juillet au soir, le premier gouvernement de la République du Cap Vert a été formé ; le 13 juillet, ce fut le tour du gouvernement provisoire de Sao Tome et Principe.

Des images venues de là-bas illustrent la détermination et le caractère multiforme du combat des peuples africains contre le colonialisme portugais.



Des étudiants de Guinée Bissau en classe dans la jungle.



Une unité des forces armées patriotiques du Mozambique en marche vers le front.

Une plaquette spéciale de  
«COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE»  
consacré à l'orientation du mouvement anti-impérialiste  
SORT AUJOURD'HUI  
Au sommaire : Éditorial du CILA  
Communiqué commun CILA-MIL  
Projet de plate-forme du CILA

## DEPECHEs

### AMÉRIQUE LATINE

Le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) a adopté une résolution condamnant les activités illégales des compagnies transnationales ; la résolution indique que ces compagnies doivent observer les lois des pays où elles opèrent ; c'est une mesure supplémentaire qui vise à renforcer l'indépendance éco-

nomique des pays latino-américains par rapport aux grands trusts internationaux.

### ISLANDE

Le gouvernement islandais étendra sa zone de pêche de 50 à 200 milles marins en octobre prochain. Une telle mesure protège les fonds maritimes islandais littéralement pillés par

des flottes de pêche étrangères et notamment, la flotte soviétique.

### MEXIQUE-CEE

Le Mexique et la Communauté économique européenne ont signé un accord de commerce, qui leur donne réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée dans leurs relations commerciales.

L'opinion mexicaine a souligné la portée de cet accord : diversifier ses relations économiques avec l'étranger, réduire sa dépendance économique par rapport aux États-Unis, équilibrer sa balance des paiements avec la CEE. Au total, ne pas substituer une dépendance à une autre, et en élargissant ses rapports, renforcer son indépendance.



actualité économique

NOUVELLE RECESSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice de la production industrielle de la France est tombé à un niveau identique à celui d'il y a trois ans, à cause de l'aggravation de la crise économique capitaliste dans notre pays.

L'indice de la production industrielle (bâtiment non compris) a considérablement baissé après avoir atteint en août dernier un niveau record de 128 (prenant celui de 1970 comme cent). Selon un rapport fait le 10 juillet par l'INSEE au cours d'une conférence de presse, le dernier indice de la production industrielle, c'est-à-dire celui de mai, s'est établi à 110, un niveau identique à celui de mai 1972, soit une diminution de 14 % par rapport au point le plus haut avant la crise économique.

L'INSEE a fait remarquer que « la chute de l'activité intervenue depuis la mi-1974 a revêtu une ampleur qui dépasse de loin les prévisions présentées l'hiver dernier. (...) La récession que connaît le monde occidental se révèle plus durable et plus profonde que prévue. »

La production dans les principaux secteurs industriels est en déclin. Par exemple, la production d'acier n'a atteint que 1 438 000 tonnes en mai dernier soit 40,5 % moins élevée qu'il y a un an. Le rendement d'acier accumulé a enregistré une décroissance de 19,4 % dans les cinq premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de l'année dernière. L'industrie sidérurgique ne fonctionne actuellement qu'à 60 % de sa capacité. La production automobile a diminué de 40,5 % en mai dernier par rapport à celle d'il y a un an. Le nombre des projets de construction immobilière mis en chantiers dans les cinq premiers mois de cette année a baissé de 7 % en comparaison de la même période de l'année dernière. La valeur totale des contrats signés dans le domaine des travaux publics pendant les quatre premiers mois de cette année est de 16 % inférieure à celle enregistrée il y a un an.

En plus, pendant la période de juillet-août 1974 au mois d'avril 1975, la production de chimie-caoutchouc a décliné de 20 %, celle de papier-carton, de 18 %, et la production métallurgique, de 14 %.

Il est à noter que la production dans certains secteurs de l'industrie des équipements a fléchi rapidement pendant ces derniers mois bien qu'elle s'est maintenue antérieurement à un niveau assez élevé grâce aux contrats d'exportation. La chute de la production de cette industrie en mai dernier est estimée à 11-12 % en comparaison du mois de juillet 1974.

La bourgeoisie monopoliste a recouru aux licenciements massifs et à la réduction des heures de travail pour faire supporter aux ouvriers les pertes résultant du déclin de la production. Selon les chiffres rendus publics par l'INSEE, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'agence officielle atteignait 835 000 à la fin du mois de mai. Déjà en septembre dernier, ce nombre a battu le record d'après-guerre qui s'élevait à 534 000 et sa croissance s'est effectuée depuis novembre 1974 au rythme d'environ 100 000 demandes supplémentaires par trimestre. Par ailleurs, le nombre des ouvriers en chômage partiel est estimé aujourd'hui 10 fois plus élevé qu'il y a un an. Les journées de travail ainsi perdues atteignaient 1 700 000 en avril dernier.

ALSTHOM - SAINT OUEN

La section CFDT s'oppose aux pressions révisionnistes

Nous publions ci-dessous une déclaration de la section syndicale CFDT de l'Alsthom savoisiennaise de St-Ouen, diffusée sous forme de tract daté du 8 juillet à tous les travailleurs de l'usine pour répondre aux attaques des dirigeants de la section CGT contre elle.

Jeudi 3 juillet (dans un tract de 5 pages), puis mardi 8 juillet dans un 2e tract, les dirigeants du syndicat CGT-Alsthom-Savoisiennaise ont jugé utile de faire part de leurs « préoccupations » au sujet de notre section syndicale CFDT, en publiant un texte d'Edmond Maire, en prétendant nous faire une leçon de démocratie, puis en cherchant à faire l'amalgame « patronat-gauchistes-CFDT ».

Que le Bureau exécutif de la CGT le veuille ou non, notre section syndicale fait partie intégrante de la CFDT, et elle n'est pas isolée dans la CFDT. Elle fait partie d'un courant qui s'est exprimé aussi bien au Congrès de la métallurgie (environ 30 % des voix) que dans les autres instances démocratiques de la CFDT.

Au lieu d'avoir la prétention de donner des brevets de bons ou mauvais syndicalistes CFDT, les dirigeants CGT de l'Alsthom feraient mieux de « balayer devant leur porte » avant de donner des leçons de démocratie !

Auraient-ils oublié leur attitude dans l'affaire Bonnal en 1973 (exclu arbitrairement des listes de délégués CGT), l'affaire Lebrun en 1974 (exclu de la CGT le jour même où il était licencié), dans l'affaire de communiqué mensonger de la « Vie Ouvrière » du 2 avril 75 (faudra-t-il faire appel au commissaire Maigret pour faire aboutir l'enquête promise publiquement par eux ?), dans le licenciement récent de l'ouvrier Sonnet à la Chaudièronnerie, jugé « non-défendable », etc. (et la liste est loin d'être close). Est-ce cela la belle affirmation comme quoi « nul n'est inquieté pour ses opinions » ?

Et maintenant, c'est au tour des syndiqués CGT du Hall 1 d'être visés,

parce que lors des derniers débrayages de mai 75, ces travailleurs dans leur grande majorité avaient voulu lutter vraiment contre le patron et, réaliser l'unité d'action avec la CFDT, contre l'avis du Bureau exécutif de la CGT !

Puisque les dirigeants CGT ont cru devoir citer des déclarations d'Edmond Maire, secrétaire confédéral de la CFDT, nous soumettons à leur réflexion cette autre citation d'Edmond Maire, qu'ils n'ont pas jugé utile (et pour cause !) de reproduire : « L'unité d'action ne peut supporter l'hégémonie (de la CGT) ni au Livre, ni chez les dockers, ni dans les grands C.E. où le besoin de politique commune est encore souvent refusé par nos camarades de la CGT. »

A l'Alsthom, pas plus qu'ailleurs, nous ne tolérons la tendance à l'hégémonie (ou au monopole) du groupe politique qui domine incontestablement dans le Bureau exécutif de la CGT. Ce groupe a le culot non seulement de régler de manière curieuse les problèmes internes dans la CGT, mais encore il a la prétention de vouloir décréter qui est CFDT, qui ne l'est pas !

La police dans la CGT ne lui suffit pas, il voudrait la faire dans la CFDT !

Des problèmes, il y en a certes aussi dans la CFDT. Pour notre part, nous y menons la lutte d'idées à partir de notre pratique syndicale et, nous essayons avec nos moyens limités de contribuer à faire progresser le courant de lutte de classe et à arracher le mouvement syndical aux manœuvres de politiciens réformistes du Programme commun.

Pour cela, nous nous passons des conseils du Bureau exécutif de la CGT, même si cela ne lui plaît pas.

A propos de démocratie : l'affaire « Bonnal » en 1973. En 73, à l'Entretien, l'écrasante majorité des syndiqués CGT (ainsi que les non-syndiqués) décident de mettre Bonnal sur la liste des candidats CGT aux élections de délégués du personnel. Suite à ce choix, le secrétaire du C.E. avait déclaré que, bien qu'en désaccord avec Bonnal, il respecterait la volonté de la majorité des travailleurs, volonté exprimée démocratiquement. Il a cru même devoir ajouter qu'au cas où Bonnal serait refusé des listes, il démissionnerait de son poste de secrétaire du C.E. C'était sans compter avec le Bureau exécutif de la CGT et méconnaître en particulier la volonté du groupe politique le dominant, de régler ses comptes avec un délégué qui avait eu l'audace de mener quelques mois avant une grève exemplaire à l'Entretien (malgré les pressions de ce Bureau exécutif). Et le Bureau exécutif décida (« démocratiquement » sans aucun doute) d'éliminer Bonnal de ses listes en rejetant le choix majoritaire des ouvriers de l'Entretien.

DEUX LIGNES OPPOSÉES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

par Filip Kota

en vente aux Herbes sauvages 70, rue de Belleville - Paris 20e prix : 12,90 F

ECHOS DES LUTTES

TEPPAZ-LYON

Les ouvriers poursuivent l'occupation. Ils sont à leur troisième mois d'occupation. Le juge en a ordonné l'évacuation. L'ensemble du personnel soutient les sept délégués CFDT devant passer au tribunal pour entrave « au droit du travail ».

COUSSIN-FLERS

Les ouvriers de l'usine - fabricant du matériel pour voitures - ont bloqué l'usine et demandent une augmentation des salaires égale pour tous.

CARON-OZANE CAEN/CALVADOS

La grève avec occupation se poursuit. Depuis le 5 juin les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne appartenant au groupe Quest-France poursuivent leur grève avec occupation pour s'opposer au projet de licenciement de 48 travailleurs.

LE PETIT-FALAISE/ORNE

Les 80 ouvriers de l'une des fromageries du groupe Le petit

sont en grève avec occupation depuis la fin du mois de juin, avec la participation active de la section CFDT de l'usine.

Diverses manifestations de soutien ont eu lieu et le mouvement syndical « paysans-travailleurs » de la région, aide les ouvriers à populariser leur juste grève parmi les petits paysans.

CARREL & FAUCHÉ LE MANS-SARTHE

Occupation depuis plusieurs semaines. Les 800 ouvriers de cette usine de matériel ferroviaire ont entamé la grève depuis avril et l'occupent depuis quelques semaines.

Ils demandent avec l'appui des sections CGT et CFDT une augmentation égale pour tous de 50 F par mois.

SICCNA-SAINT MALO ILE ET VILAINE

Les 450 ouvriers des chantiers navals de la SICCA occupent le lieu de travail pour s'opposer à leurs licenciements.

CFEMS-SAINT NAZAIRE

Grève générale des 60 travailleurs du pont de Mindin pour la garantie de l'emploi après la fin du présent chantier.

SOTRIMEC-SAINT NAZAIRE

Les 450 ouvriers de cette entreprise de fabrication de caravanes sont en grève contre leur licenciement.

GIMM-NANTES

Les 140 travailleurs de cette usine de menuiserie industrielle sont en grève contre leur licenciement prévu pour la rentrée.

CALTIN-ANGERS

Les 120 ouvriers de cette usine de fabrication de meubles de laboratoires sont en grève avec occupation depuis le 15 avril, pour s'opposer à leur licenciement collectif qui devait intervenir le 19 février.



